

**James Henry Mills** *Appellant*;

and

**Her Majesty The Queen** *Respondent*.

File No.: 17818.

\*1984: June 6, 7.

\*Present: Dickson C.J. and Ritchie, Beetz, Estey, Chouinard, Lamer and Wilson JJ.

\*\*Re-hearing: 1985: October 9; 1986: June 26.

\*\*Present: Dickson C.J. and Beetz, McIntyre, Chouinard, Lamer, Wilson and La Forest JJ.

ON APPEAL FROM THE COURT OF APPEAL FOR ONTARIO

*Constitutional law — Charter of Rights — Courts of competent jurisdiction to grant remedy under s. 24(1) of the Charter — Accused alleging at his preliminary inquiry a violation of his Charter right to be tried within reasonable time — Preliminary inquiry judge not a court of competent jurisdiction — Procedure to be followed in seeking a remedy — Canadian Charter of Rights and Freedoms, ss. 11(b), 24.*

*Constitutional law — Charter of Rights — Trial within reasonable time — Whether accused's right to be tried within reasonable delay denied — Canadian Charter of Rights and Freedoms, s. 11(b).*

The accused was charged with robbery in March 1977 and arrested in October 1979. At his preliminary inquiry held on May 18, 1982, one month after the proclamation of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, the accused made a motion to stay the proceedings alleging, among other things, denial of his right to be tried within a reasonable time under s. 11(b) of the *Charter*. Of the 19 month delay complained of, the Crown acknowledged that 10 months was due to its negligent inaction. It was found at the preliminary inquiry that, although a preliminary hearing judge is a court of competent jurisdiction to consider an alleged s. 11(b) violation under s. 24 of the *Charter*, s. 24 did not apply in this case because it had only a prospective effect. The accused unsuccessfully sought an application for prohibition and *certiorari*, to prohibit further proceedings on the charge and to quash the ruling, and an application for a remedy under s. 24 of the *Charter* in the Ontario Supreme Court. The motions court judge held that a preliminary hearing judge was a court of competent jurisdiction within the meaning of s. 24 but concluded on the merits that there had been no violation

**James Henry Mills** *Appellant*;

et

**Sa Majesté La Reine** *Intimée*.

<sup>a</sup> N° du greffe: 17818.

\*1984: 6, 7 juin.

<sup>b</sup> \*Présents: Le juge en chef Dickson et les juges Ritchie, Beetz, Estey, Chouinard, Lamer et Wilson.

\*\*Nouvelle audition: 1985: 9 octobre; 1986: 26 juin.

\*\*Présents: Le juge en chef Dickson et les juges Beetz, McIntyre, Chouinard, Lamer, Wilson et La Forest.

<sup>c</sup> EN APPEL DE LA COUR D'APPEL DE L'ONTARIO

*Droit constitutionnel — Charte des droits — Tribunaux compétents pour accorder une réparation en vertu de l'art. 24(1) de la Charte — Inculpé alléguant à l'enquête préliminaire qu'il y a eu violation de son droit conféré par la Charte d'être jugé dans un délai raisonnable — Le juge à l'enquête préliminaire n'est pas un tribunal compétent — Procédures à suivre pour obtenir une réparation — Charte canadienne des droits et libertés, art. 11b), 24.*

*Droit constitutionnel — Charte des droits — Procès dans un délai raisonnable — Y a-t-il eu négation du droit de l'inculpé d'être jugé dans un délai raisonnable? — Charte canadienne des droits et libertés, art. 11b).*

L'inculpé a été accusé de vol qualifié en mars 1977 et arrêté en octobre 1979. À son enquête préliminaire, tenue le 18 mai 1982, soit un mois après l'entrée en vigueur de la *Charte canadienne des droits et libertés*, l'inculpé a présenté une requête pour obtenir la suspension des procédures. Il alléguait notamment qu'on lui avait nié le droit d'être jugé dans un délai raisonnable au sens de l'al. 11b) de la *Charte*. La poursuite reconnaît que dix des dix-neuf mois du délai en cause sont attribuables à sa propre inaction négligente. On a conclu à l'enquête préliminaire que, bien que le juge qui préside une telle enquête soit un tribunal compétent en vertu de l'art. 24 de la *Charte* pour examiner une allévation de violation de l'al. 11b), l'art. 24 ne s'applique pas en l'espèce parce qu'il n'a effet que pour l'avenir. L'inculpé a demandé sans succès à la Cour suprême de l'Ontario une prohibition et un *certiorari* qui auraient interdit la continuation des procédures relatives à l'accusation et annulé la décision susmentionnée, et une réparation en vertu de l'art. 24 de la *Charte*. Le juge de la cour des requêtes a conclu qu'un juge à l'enquête préliminaire est un tribunal compétent au sens de l'art. 24, mais que, au

of s. 11(b). The accused's appeal to the Court of Appeal, pursuant to s. 719 of the *Criminal Code* which authorizes only appeals in prerogative writs applications, was dismissed. The accused's appeal to this Court raised several issues: (1) Where an application alleges a breach of s. 11(b) of the *Charter* (a) is a judge or justice presiding at a preliminary inquiry a court of competent jurisdiction for the purposes of an application under s. 24(1) of the *Charter*; (b) is a judge of the supreme court of a province a court of competent jurisdiction for the purposes of an originating application under s. 24(1) of the *Charter*; (2) Assuming that a judge presiding at a preliminary hearing is a court of competent jurisdiction, is the decision of the inferior court susceptible to review either by prerogative writ or by independent application to a superior court pursuant to s. 24(1) of the *Charter*; and (3) Did the Court of Appeal for Ontario err in concluding that the appellant's constitutional right to be tried within a reasonable time had not been violated?

*Held* (Dickson C.J. and Lamer and Wilson JJ. dissenting): The appeal should be dismissed.

*Per* Beetz, McIntyre and Chouinard JJ.: Under s. 24(1) of the *Charter*, anyone whose *Charter* rights have been violated may apply to a court of competent jurisdiction for an appropriate remedy. Since the *Charter* is without jurisdictional provisions and directions, an application for s. 24(1) relief in a criminal case should follow the framework and procedures set up by the *Criminal Code*. The *Charter* was created to form an important part of our legal system and must fit into the existing scheme.

A magistrate sitting at a preliminary hearing is not a court of competent jurisdiction within the meaning of s. 24. The limited jurisdiction conferred on him in Part XV of the *Code* does not permit him to hear and determine the question of whether or not a *Charter* right has been infringed or denied. He has also no jurisdiction to exclude evidence under s. 24(2). Exclusion of evidence under that section is a remedy, its application being limited to proceedings under s. 24(1).

The courts of criminal jurisdiction, as defined in s. 2 of the *Code*, and the summary conviction courts will be courts of competent jurisdiction where they have jurisdiction conferred by statute over the offences and persons and have the power to make the order sought. The

fond, il n'y avait pas eu de violation de l'al. 11b). La Cour d'appel a rejeté l'appel de l'inculpé fondé sur l'art. 719 du *Code criminel*, qui prévoit des appels seulement à l'égard de demandes de brefs de prerogative. Le pourvoi de l'inculpé devant cette Cour soulève plusieurs questions: (1) lorsqu'une demande allègue une violation de l'al. 11b) de la *Charte* a) le juge ou le juge de paix qui préside une enquête préliminaire constitue-t-il un tribunal compétent pour les fins d'une demande fondée sur le par. 24(1) de la *Charte*? b) un juge de la cour suprême d'une province constitue-t-il un tribunal compétent pour les fins d'une requête introductive d'instance sur le fondement du par. 24(1) de la *Charte*? (2) présumant que le juge qui préside une enquête préliminaire constitue un tribunal compétent, la décision de la juridiction de degré inférieur peut-elle être révisée, soit par bref de prerogative, soit par action directe devant une cour supérieure, sur le fondement du par. 24(1) de la *Charte* et (3) la Cour d'appel de l'Ontario a-t-elle conclu à tort que le droit constitutionnel de l'appellant d'être jugé dans un délai raisonnable n'avait pas été violé?

*Arrêt* (le juge en chef Dickson et les juges Lamer et Wilson sont dissidents): Le pourvoi est rejeté.

*Les juges* Beetz, McIntyre et Chouinard: Aux termes du par. 24(1) de la *Charte*, toute personne, dont les droits garantis par la *Charte* ont été violés, peut s'adresser à un tribunal compétent pour obtenir une réparation convenable. Puisque la *Charte* ne comporte pas de dispositions et de directives relatives à la compétence, une demande de réparation en vertu du par. 24(1) dans une affaire criminelle doit respecter le cadre et les procédures établis par le *Code criminel*. La *Charte* a été créée pour former une partie importante de notre système juridique et doit en conséquence s'insérer dans le régime existant.

Le magistrat qui préside une enquête préliminaire n'est pas un tribunal compétent au sens de l'art. 24. La compétence limitée que lui confère la Partie XV du *Code* ne l'autorise pas à entendre et à juger la question de savoir s'il y a eu violation ou négation d'un droit garanti par la *Charte*. Il n'a pas non plus compétence pour écarter des éléments de preuve en vertu du par. 24(2). L'exclusion d'éléments de preuve en vertu de cette disposition est une réparation qui ne peut être obtenue que dans le cadre d'une instance visée au par. 24(1).

Les cours de juridiction criminelle, définies à l'art. 2 du *Code*, et les cours des poursuites sommaires constitueront des tribunaux compétents chaque fois que la loi leur confère compétence à l'égard des infractions et des personnes en question et les autorise à rendre l'ordon-

remedies granted by these courts must remain within the ambit of criminal powers. There will be no jurisdiction in these courts, however, where prerogative relief is sought, or where a claim for relief, if granted, would involve interference in proceedings before another court.

The provincial superior court will always be a court of competent jurisdiction under s. 24(1) of the *Charter* at first instance, that is to say, in cases where the issue arises in proceedings before it. The superior court will of course continue to have jurisdiction as a reviewing court where prerogative claims are made or advanced.

When it is advisable to move for relief before trial under s. 24(1) of the *Charter*, the pre-trial motion and its near relative, the preliminary motion or preliminary objection may be employed once an indictment has been preferred.

The grant or denial of *Charter* relief is appealable as a question of law under the *Code*. Interlocutory appeals in respect of refusals or grants of *Charter* remedies under s. 24(1) are not available, however, because they are not authorized in the *Code*.

The infringement of a *Charter* right does not of itself give rise to jurisdictional error and there is no reason to characterize some *Charter* violations as jurisdictional and others as not. When a *Charter* right is violated, s. 24(1) authorizes the court to grant an appropriate remedy. It neither excludes the court from further participation in the matter nor specifies the remedy. The remedy will vary with the circumstances.

While appellant's motion included a claim for non-prerogative relief under the *Charter*, the appeal under s. 719 of the *Criminal Code* applied only to the prerogative portion of the application. Here, since the preliminary hearing magistrate had no jurisdiction to grant s. 24(1) relief, he did not exceed his jurisdiction. Consequently, the superior court judge's dismissal of the claim for prohibition and *certiorari* is sustainable and this appeal must be dismissed.

*Per* La Forest J.: A preliminary hearing magistrate is not a "court of competent jurisdiction", within the meaning of s. 24(1) of the *Charter*, for determining whether an accused's right "to be tried within a reason-

nance sollicitée. Les réparations accordées par ces tribunaux doivent relever du pouvoir en matière criminelle. Toutefois, quand un bref de prérogative est demandé ou qu'une demande de redressement, si on y faisait droit, entraînerait une intervention dans des procédures devant un autre tribunal, ces tribunaux n'ont pas compétence.

La cour supérieure provinciale sera toujours un tribunal compétent au sens du par. 24(1) de la *Charte* en première instance, c'est-à-dire dans des affaires où la question en litige est soulevée dans le cadre d'une instance devant cette cour. Bien entendu, la cour supérieure continuera d'avoir une compétence de révision en matière de recours de prérogative.

Dans les cas où il est souhaitable de présenter une demande de réparation en vertu du par. 24(1) de la *Charte* avant le procès, on peut avoir recours à la requête préalable et à la procédure voisine, la requête préliminaire ou le moyen préliminaire, dès qu'un acte d'accusation a été présenté.

Une décision accordant ou refusant une réparation prévue par la *Charte* est susceptible d'appel à titre de question de droit en vertu du *Code*. On ne peut toutefois pas interjeter d'appels interlocutoires de décisions refusant ou accordant une réparation visée au par. 24(1) de la *Charte* parce que le *Code* n'autorise pas de tels appels.

Une atteinte à un droit garanti par la *Charte* ne suffit pas en soi pour faire naître une erreur de compétence et il n'y a aucune raison de qualifier certaines violations de la *Charte* de questions de compétence et d'autres pas. Lorsqu'il y a violation d'un droit garanti par la *Charte*, le par. 24(1) autorise le tribunal à accorder une réparation convenable. Cette disposition n'exclut pas toute autre participation du tribunal dans l'affaire ni ne précise la nature de la réparation. En fait, celle-ci variera selon les circonstances.

Quoique la requête de l'appelant ait visé notamment à l'obtention d'une réparation en vertu de la *Charte* autre qu'un bref de prérogative, l'appel fondé sur l'art. 719 du *Code criminel* ne pouvait porter que sur la partie de la requête qui demandait un bref de prérogative. En l'espèce, puisque le magistrat à l'enquête préliminaire n'était pas autorisé à accorder une réparation en vertu du par. 24(1), il n'a pas outrepassé sa compétence. Cela étant, la décision du juge de la cour supérieure de rejeter la demande de prohibition et de *certiorari* est maintenue et le pourvoi doit être rejeté.

*Le* juge La Forest: Lorsqu'il s'agit de déterminer s'il y a eu violation du droit d'un inculpé «d'être jugé dans un délai raisonnable», le magistrat à l'enquête préliminaire n'est pas un «tribunal compétent» au sens du par. 24(1)

able time" has been violated. The task of the preliminary hearing magistrate under the *Criminal Code* is limited and there is no warrant in the *Charter* for extending it. He has also no jurisdiction to exclude evidence under s. 24(2). While this power seems similar to the magistrate's duty regarding admissibility of evidence, what is involved is the granting of a remedy under s. 24(2).

There must be at all times a court of competent jurisdiction to provide and enforce a remedy when needed, and this remedy should, in general, be accorded within the normal procedural context in which an issue arises. While the trial court will ordinarily be the appropriate court to grant a remedy under s. 24(1), where such a court has not yet been set at the time when a remedy is required, or where a court is an inappropriate forum to seek a remedy because it is itself implicated in the breach of a constitutional right, the competent court must be the superior court of the province in the exercise of its inherent jurisdiction. This jurisdiction should only be exercised when it is necessary to give an appropriate remedy and where there is no other court in a position to do so. On a s. 24(1) application for a remedy against unreasonable delay, a superior court judge should generally confine his jurisdiction to attempting to prevent existing causes for delay and ongoing prejudice to an accused and should refrain from attempting to remedy past delays. The trial judge will be in a better position to deal with those delays when the case comes before him and to accord such remedies as can reasonably be afforded under criminal law jurisdiction.

From committal onwards, it is doubtful that one can rely on pre-trial motions to a judge other than a superior court judge to give effect to *Charter* remedies. The existing remedies by way of pre-trial motion are grounded in specific statutory powers. Superior court judges are the only judges with the inherent jurisdiction to grant other remedies.

The violation of an accused's right to be tried within a reasonable time neither gives rise to a jurisdictional issue nor necessarily results in a stay of proceedings. To categorize unreasonable delay as jurisdictional and to make a stay the only possible judicial response is inconsistent with the text of s. 24(1) which provides for such remedy as may be appropriate and just in the circum-

de la *Charte*. La portée de la tâche du magistrat à l'enquête préliminaire en vertu du *Code criminel* est restreinte et rien dans la *Charte* ne justifie son élargissement. De plus, il n'a pas compétence pour écarter des éléments de preuve en vertu du par. 24(2). Bien que ce pouvoir d'exclusion paraisse assimilable au devoir du magistrat en matière de détermination de l'admissibilité de la preuve, ce dont il s'agit en réalité est l'attribution d'une réparation en vertu du par. 24(2).

Il doit toujours y avoir un tribunal compétent pour accorder et pour appliquer une réparation si besoin est, et cette réparation doit, d'une manière générale, être accordée dans le contexte normal des procédures dans lesquelles la question prend naissance. Bien que ce soit normalement le tribunal de première instance qui ait compétence pour accorder une réparation en vertu du par. 24(1), lorsque celui-ci n'a pas encore été déterminé au moment où une réparation est demandée ou qu'il ne convient pas de lui demander une réparation parce qu'il a lui-même contribué à porter atteinte à un droit constitutionnel, le tribunal compétent doit être la cour supérieure de la province dans l'exercice de sa compétence inhérente. Cette compétence ne doit être exercée que si cela s'avère nécessaire pour accorder une réparation convenable et qu'aucun autre tribunal ne soit en mesure de le faire. Un juge d'une cour supérieure saisi d'une demande fondée sur le par. 24(1), visant à obtenir une réparation à cause d'un délai déraisonnable, doit en règle générale limiter l'exercice de sa compétence à des tentatives de supprimer les causes existantes de retard et de préjudice persistant envers l'inculpé et se garder d'essayer de remédier à des délais antérieurs. Le juge du procès, quand l'affaire parvient devant lui, sera mieux en mesure d'agir relativement à ces délais et d'accorder toute réparation pouvant raisonnablement l'être en vertu de la compétence en matière criminelle.

Il est douteux que l'on puisse, après le renvoi à procès, adresser à un juge autre qu'un juge d'une cour supérieure une requête préalable au procès visant à obtenir une réparation en vertu de la *Charte*. Les réparations existantes que l'on peut demander par voie de requête préalable reposent sur des pouvoirs particuliers découlant de la loi. Seuls les juges des cours supérieures possèdent la compétence inhérente pour accorder d'autres réparations.

La violation du droit d'un inculpé d'être jugé dans un délai raisonnable ne soulève pas une question de compétence ni n'entraîne nécessairement la suspension des procédures. Qualifier un retard déraisonnable de question de compétence et faire de la suspension des procédures l'unique solution offerte aux tribunaux est incompatible avec les termes du par. 24(1) qui prévoit une

stances. In many cases, the most obvious remedy for delay would be to expedite the proceedings. The draconian remedy of a stay should be reserved for the more compelling cases.

In the case at bar, the superior court judge was the only court competent to grant a *Charter* remedy. Since neither the *Charter* nor the *Criminal Code* makes any provision for appeal for such an application, the matter should be returned to the preliminary hearing judge and the question of unreasonable delay should ultimately be dealt with by the trial judge if the accused is committed for trial.

*Per Dickson C.J. and Lamer J., dissenting:* A court of competent jurisdiction in an extant case is a court that has jurisdiction over the person and the subject matter, as well as jurisdiction to order, under the criminal or penal law, the remedy sought pursuant to the *Charter*. Generally, the court of competent jurisdiction is the trial court, and that court enjoys the full panoply of criminal law remedial powers. A judge presiding at a preliminary inquiry, therefore, is not a court of competent jurisdiction for the purpose of granting a remedy under s. 24(1). He is, nevertheless, a court of competent jurisdiction to determine under s. 24(1) whether a violation has occurred for the purpose of excluding evidence under s. 24(2). The sole purpose of a judge's conducting a preliminary hearing is to determine whether there is sufficient evidence to put the accused on trial. There is no reason why the power to exclude probative evidence for policy reasons cannot equally be exercised under s. 24(2) of the *Charter*.

An accused alleging a s. 11(b) violation must be heard, as soon as possible under s. 24(1), by a judge of the court where his trial is to be held. To ensure a prompt, just and effective remedy, the trial court should be ready to grant an appropriate remedy for a s. 11(b) violation as soon as the accused is entitled to it and falls within its jurisdiction. This can be done through a system of pre-trial hearings. The superior court, while it has concurrent original jurisdiction to hear a s. 24(1) application, will usually exercise its discretion to decline jurisdiction and leave the dispensation of *Charter* remedies to the normal trial process and its appeal system when there is a trial court competent to award just and appropriate relief. When a violation of s. 11(b) is complete at any stage prior to committal, the accused will

réparation convenable et juste eu égard aux circonstances. Bien souvent la réparation la plus évidente en cas de retard serait d'accélérer les procédures. Quant à la réparation draconienne qu'est la suspension des procédures, elle doit être réservée aux cas les plus criants.

a En l'espèce, le juge de la cour supérieure était le seul tribunal ayant compétence pour accorder une réparation en vertu de la *Charte*. Étant donné que ni la *Charte* ni le *Code criminel* ne prévoient de droit d'appel dans le cas d'une telle demande, l'affaire doit être renvoyée au juge chargé de l'enquête préliminaire et la question de savoir s'il y a eu un délai déraisonnable doit en définitive être soumise au juge du procès si l'inculpé est renvoyé à son procès.

c Le juge en chef Dickson et le juge Lamer, *dissidents*: Le tribunal compétent, lorsqu'il y a une affaire en cours, est celui qui a compétence *ratione personae* et *ratione materiae* pour ordonner, en vertu du droit criminel ou pénal, la réparation demandée en vertu de la *Charte*. En règle générale, c'est le tribunal de première instance qui est compétent et ce tribunal jouit de toute la panoplie des pouvoirs de réparation du droit criminel. Le juge qui préside une enquête préliminaire n'est donc pas un tribunal compétent pour accorder une réparation en vertu du par. 24(1). Il est néanmoins un tribunal compétent pour déterminer en vertu du par. 24(1) s'il y a eu une violation aux fins d'écarter des éléments de preuve aux termes du par. 24(2). Un juge tient une enquête préliminaire dans le seul but de déterminer s'il y a suffisamment d'éléments de preuve pour que l'inculpé soit renvoyé à son procès. Il n'y a aucune raison pour laquelle le pouvoir d'exclure des éléments de preuve probants pour des raisons de principe ne peut également s'exercer en vertu du par. 24(2) de la *Charte*.

g Un inculpé qui allègue une violation de l'al. 11b) doit être entendu aussitôt que possible en vertu du par. 24(1) par un juge du tribunal devant lequel son procès doit avoir lieu. Pour assurer une réparation prompte, juste et efficace, le tribunal de première instance doit être prêt à accorder une réparation convenable en cas de violation de l'al. 11b), et ce dès que l'inculpé y a droit et qu'il relève de la compétence dudit tribunal. Cela peut se faire au moyen d'un système d'auditions avant procès. Malgré sa compétence concurrente en première instance pour entendre une demande fondée sur le par. 24(1), la cour supérieure exercera habituellement son pouvoir discrétionnaire en déclinant cette compétence et laissera l'attribution des réparations selon la *Charte* au mécanisme normal du procès et de l'appel chaque fois qu'un tribunal de première instance a compétence pour accorder une réparation juste et convenable. Lorsqu'une violation de l'al. 11b) a eu lieu à tout stade antérieur au

properly seek his remedy under s. 24(1) from the superior court.

The violation of an accused's right under s. 11(b) is jurisdictional in nature. A person charged must be tried within a reasonable time, beyond which, no court has jurisdiction to try that person. When, in an inferior court, a jurisdictional issue arises which also constitutes a *Charter* violation, a person may seek relief in the superior court through an application under s. 24(1), the prerogative writs, or both. Such an application is, for remedial purposes, to be considered an application under s. 24(1), and, for appeal purposes under s. 719 of the *Code*, to be considered an application for the issuance of a writ, and, upon such appeal, all remedies are open to review. This is an exception to the general rule that there is no appeal from an interlocutory decision in criminal matters except where the decision has the effect of terminating the proceedings, such as, for example, the entering of a stay of proceedings.

Section 11(b) of the *Charter* gives an accused the right to be tried within a reasonable time. The fundamental purpose of that section is to protect the rights set forth in s. 7. In the context of s. 11(b), however, the concept of security of the person is not restricted to physical integrity; rather, it encompasses protection against overlong subjection to the vexations and vicissitudes of a pending criminal accusation. Section 11(b) is to limit the impact of various forms of prejudice to the accused—who is presumed innocent—by circumscribing the time period within which they may occur.

To determine whether an accused's right under s. 11(b) has been infringed, the court should adopt a reasonableness test which involves a balancing of the impairment of the accused's interests, such impairment becoming increasingly pronounced with the passage of time, against three other factors: (1) waiver of time periods; (2) the time requirements inherent in the nature of the case and (3) the limitations to institutional resources.

The time frame to be considered in computing trial within a reasonable time only runs from the moment a person is charged. Prior to the charge, the individual is not normally subject to restraint and does not stand accused before the community of committing a crime. Thus, those aspects of the liberty and security of the person protected by s. 11(b) are not normally placed in jeopardy prior to the institution of judicial proceedings against the individual. Generally, a person is charged under s. 11(b), as of (a) the service of a summons or the

renvoi à procès, l'inculpé doit adresser sa demande de réparation fondée sur le par. 24(1) à la cour supérieure.

La violation du droit conféré à un accusé par l'al. 11b), de par sa nature, touche à la compétence. Un inculpé doit être jugé dans un délai raisonnable et, passé ce délai, aucun tribunal n'a compétence pour le juger. Lorsque, devant une juridiction de degré inférieur, on soulève une question de compétence qui constitue en même temps une violation de la *Charte*, un justiciable peut s'adresser à la cour supérieure en vertu du par. 24(1) ou des brefs de prérogative ou des deux. Une telle demande doit être considérée, aux fins de la réparation, comme une demande en vertu du par. 24(1) et, aux fins d'appel en vertu de l'art. 719 du *Code*, comme une demande de bref et, en pareil cas, toutes les décisions sont susceptibles d'examen. Il s'agit d'une exception à la règle générale voulant qu'il n'y ait pas d'appel d'un jugement interlocutoire en matière criminelle à moins que la décision n'ait pour effet de mettre fin à l'instance, comme par exemple, en cas de l'inscription d'une suspension d'instance.

L'alinéa 11b) de la *Charte* confère au prévenu le droit d'être jugé dans un délai raisonnable. L'objet fondamental de cette disposition est d'assurer la protection des droits énoncés à l'art. 7. Dans le contexte de l'al. 11b), toutefois, la notion de sécurité de la personne ne se limite pas à l'intégrité physique; elle englobe aussi celle de protection contre un assujettissement trop long aux vexations et aux vicissitudes d'une accusation criminelle pendante. La vocation de l'al. 11b) consiste à limiter l'effet des différentes formes de préjudice envers l'accusé, qui est présumé innocent, en délimitant la période où elles peuvent se produire.

Pour déterminer s'il y a eu violation du droit conféré à l'inculpé par l'al. 11b), le tribunal doit adopter un critère du caractère raisonnable qui implique un équilibre de l'atteinte aux droits de l'accusé, qui augmente radicalement avec le passage du temps, et de trois autres facteurs: (1) la renonciation à invoquer certaines périodes dans le calcul; (2) les délais inhérents à la nature de l'affaire et (3) les limitations des ressources institutionnelles.

Le laps de temps dont il faut tenir compte pour déterminer si le procès a eu lieu dans un délai raisonnable, ne court que du moment de l'inculpation. Normalement, avant l'inculpation, la liberté n'est pas restreinte et l'individu n'est pas considéré par la collectivité comme accusé d'un crime. Ainsi ces aspects de la liberté et la sécurité de la personne protégés par l'al. 11b) ne sont pas normalement menacés avant que n'ait été intentée une procédure judiciaire contre l'individu. D'une manière générale, une personne est inculpée aux fins de

execution of a warrant pursuant to the laying of an information under s. 455.3 of the *Criminal Code*; or (b) the issuance of an appearance notice under s. 451 of the *Code* or release from custody under ss. 452 or 453 of the *Code*; or (c) the arrest, in the case of all other arrested persons not covered by (a) or (b). Finally, the reasonableness test will remain essentially the same for both pre-*Charter* and post-*Charter* delay.

Section 24 remedies apply to contraventions of *Charter* rights taking place in a proceeding being carried on after the *Charter's* proclamation, even though that proceeding was instituted before its enactment.

Where, on balancing the various factors, a court decides that the accused's right to be tried within a reasonable time has been contravened, a stay of proceedings will be the appropriate remedy. Such remedy is a minimum to which others may be added. In the case at bar, the ten month period of inaction due to negligence on the part of the Crown renders the overall period to bring this man to trial unreasonable. The proceedings before the trial judge should be stayed.

*Per Wilson J., dissenting:* When a violation of s. 11(b) is alleged, the accused must demonstrate that he has suffered an impairment of his liberty and security interests, not as a result of the Crown's having charged him, but as a result of the Crown's failure to bring him to trial within a reasonable time. The point at which the delay becomes unreasonable and unconstitutional is the point at which the accused's right under s. 11(b) is violated. All that precedes that point must be accepted as inherent in the nature of the process.

Although the accused's right to a fair trial is protected by s. 11(d) of the *Charter*, one of the relevant considerations in deciding whether or not a delay is unreasonable under s. 11(b) is whether the accused's ability to make full answer and defence to the charge has been impaired by it. The right to make full answer and defence is a cornerstone of the justice system and a delay which has the effect of eroding it cannot be considered reasonable. Hence this may provide an alternate basis of violation under s. 11(b).

#### Cases Cited

By McIntyre J.

*R. v. Morgentaler* (1984), 41 C.R. (3d) 262; *Re Bird and Peebles and The Queen* (1984), 12 C.C.C. (3d) 523,

l'al. 11b), a) dès la signification d'une sommation ou l'exécution d'un mandat par suite d'une dénonciation faite en vertu de l'art. 455.3 du *Code criminel*; ou b) dès la délivrance d'une citation à comparaître en vertu de l'art. 451 du *Code* ou la mise en liberté conformément aux art. 452 ou 453 du *Code*; ou c) dès l'arrestation pour le cas des prévenus non visés en a) ou b). Finalement, le critère du caractère raisonnable demeurera essentiellement le même, qu'il s'agisse d'un délai antérieur ou postérieur à l'entrée en vigueur de la *Charte*.

Les réparations prévues par l'art. 24 sont applicables en cas de contraventions aux droits garantis par la *Charte* ayant lieu au cours de procédures postérieures à la proclamation de la *Charte*, même si ces dernières ont été intentées avant son entrée en vigueur.

Lorsque, tenant compte des divers facteurs, le tribunal décide que le droit de l'accusé d'être jugé dans un délai raisonnable a été enfreint, la réparation appropriée sera la suspension d'instance. Cette réparation représente un minimum auquel d'autres formes de réparation peuvent être ajoutées. En l'espèce, la période de dix mois d'inactivité imputable à la négligence de la poursuite rend déraisonnable le délai total pour juger l'inculpé. Il y a lieu d'ordonner la suspension des procédures devant le juge du procès.

*Le juge Wilson, dissidente:* Lorsqu'un inculpé allègue une violation de l'al. 11b), il doit établir une violation de ses intérêts en matière de liberté et de sécurité occasionnée non pas parce que le ministère public l'a inculpé, mais parce qu'il ne lui a pas fait subir son procès dans un délai raisonnable. Un délai ne devient déraisonnable et inconstitutionnel qu'au moment où il y a violation du droit conféré à l'inculpé par l'al. 11b). Tout ce qui se passe antérieurement doit être accepté comme inhérent à la nature du processus.

Bien que le droit d'un inculpé à un procès équitable soit protégé par l'al. 11d) de la *Charte*, en décidant si un délai est raisonnable ou déraisonnable aux fins de l'al. 11b), on doit se demander entre autres si ce délai a nui à la capacité de l'inculpé d'opposer à l'accusation une réponse et une défense complètes. Le droit de présenter une réponse et une défense complètes est une pierre angulaire du système de justice et un délai qui tend à miner ce droit ne peut être tenu pour raisonnable. Partant, ceci peut offrir un autre fondement à une violation en vertu de l'al. 11b).

#### Jurisprudence

Citée par le juge McIntyre

Arrêts examinés: *R. v. Morgentaler* (1984), 41 C.R. (3d) 262; *Re Bird and Peebles and The Queen* (1984),

considered; *Re Laurendeau and The Queen* (1983), 9 C.C.C. (3d) 206; *Re Ritter and The Queen* (1984), 11 C.C.C. (3d) 123; *In re Storgoff*, [1945] S.C.R. 526; *Re Turangan and Chui and The Queen* (1976), 32 C.C.C. (2d) 254n, referred to.

By La Forest J.

*Ashby v. White* (1703), 2 Ld. Raym. 938, 92 E.R. 126; *R. v. Richardson* (1984), 56 N.B.R. (2d) 172; *Barker v. Wingo*, 407 U.S. 514 (1972); *Strunk v. United States*, 412 U.S. 434 (1973); *United States v. Ewell*, 383 U.S. 116 (1966), referred to.

By Lamer J. (dissenting)

*Re Siegel and The Queen* (1982), 1 C.C.C. (3d) 253; *Re Potma and The Queen* (1982), 67 C.C.C. (2d) 19 (Ont. H.C.), aff'd (1983), 2 C.C.C. (3d) 383 (Ont. C.A.); *R. v. Big M Drug Mart Ltd.*, [1985] 1 S.C.R. 295, aff'g (1983), 9 C.C.C. (3d) 310 (Alta. C.A.); *Attorney General of Quebec v. Quebec Association of Protestant School Boards*, [1984] 2 S.C.R. 66; *R. v. Belton* (1982), 3 C.C.C. (3d) 427; *Blackwoods Beverages Ltd. v. R.*, [1985] 2 W.W.R. 159; *R. v. Cranston* (1983), 55 N.S.R. (2d) 376; *Canadian Newspapers Co. v. Attorney-General for Canada* (1985), 49 O.R. (2d) 557; *Re Kendall and The Queen*; *Re McCaffery and The Queen* (1982), 2 C.C.C. (3d) 224; *R. v. Cameron* (1982), 3 C.C.C. (3d) 496; *Re Anson and The Queen* (1983), 146 D.L.R. (3d) 661; *Re Laurendeau and The Queen* (1983), 9 C.C.C. (3d) 206; *ACL Canada Inc. v. Hunter* (1983), 8 C.C.C. (3d) 190; *R. v. Crate* (1983), 7 C.C.C. (3d) 127; *R. v. Ritter*, [1984] 2 W.W.R. 623; *Re Bird and Peebles and The Queen* (1984), 12 C.C.C. (3d) 523; *R. v. Petrovic* (1984), 47 O.R. (2d) 97; *R. v. Kohler* (1984), 5 O.A.C. 317; *R. v. Morgentaler* (1984), 41 C.R. (3d) 262; *Re Genaille and The Queen* (1983), 6 C.C.C. (3d) 440; *R. and Thornton v. Century Helicopters Inc.* (1983), 51 A.R. 395; *Re Bank of Nova Scotia* (1983), 10 W.C.B. 429; *R. L. Crain Inc. v. Couture* (1983), 6 D.L.R. (4th) 478; *R. v. Erickson*, [1984] 5 W.W.R. 577; *R. v. Red Hot Video Ltd.* (1983), 6 C.C.C. (3d) 331; *Re Service Employees' International Union, Local 204 and Broadway Manor Nursing Home* (1983), 44 O.R. (2d) 392; *Re Rahey and The Queen* (1984), 13 C.C.C. (3d) 297 (N.S.C.A.) rev'g (1983), 9 C.C.C. (3d) 385 (N.S.S.C.); *In re Gittens*, [1983] 1 F.C. 152; *R. v. M.* (1982), 70 C.C.C. (2d) 123; *Re Koumoudouros and Municipality of Metropolitan Toronto* (1982), 67 C.C.C. (2d) 193; *Re Regina and Brooks* (1982), 1 C.C.C. (3d) 506; *Re Uba and The Queen* (1983), 5 C.C.C. (3d) 529; *Re Legal Services Society and Brahan* (1983), 5 C.C.C. (3d) 404; *Re Conroy and The Queen* (1983), 5 C.C.C. (3d) 501; *Re Mitchell and The Queen* (1983), 6 C.C.C. (3d) 193; *R. v. Tso Tung Quan* (1984), 9 C.R.R. 375; *Re Regina and*

12 C.C.C. (3d) 523; arrêts mentionnés: *Laurendeau c. Procureur général du Québec*, [1983] C.A. 223; *Re Ritter and The Queen* (1984), 11 C.C.C. (3d) 123; *In re Storgoff*, [1945] R.C.S. 526; *Re Turangan and Chui and The Queen* (1976), 32 C.C.C. (2d) 254n.

a

Citée par le juge La Forest

Arrêts mentionnés: *Ashby v. White* (1703), 2 Ld. Raym. 938, 92 E.R. 126; *R. v. Richardson* (1984), 56 R.N.-B. (2d) 172; *Barker v. Wingo*, 407 U.S. 514 (1972); *Strunk v. United States*, 412 U.S. 434 (1973); *United States v. Ewell*, 383 U.S. 116 (1966).

b

Citée par le juge Lamer (dissent)

c

*Re Siegel and The Queen* (1982), 1 C.C.C. (3d) 253; *Re Potma and The Queen* (1982), 67 C.C.C. (2d) 19 (H.C. Ont.), confirmé (1983), 2 C.C.C. (3d) 383 (C.A. Ont.); *R. c. Big M Drug Mart Ltd.*, [1985] 1 R.C.S. 295, confirmant (1983), 9 C.C.C. (3d) 310 (C.A. Alb.); *Procureur général du Québec c. Quebec Association of*

d

*Protestant School Boards*, [1984] 2 R.C.S. 66; *R. v. Belton* (1982), 3 C.C.C. (3d) 427; *Blackwoods Beverages Ltd. v. R.*, [1985] 2 W.W.R. 159; *R. v. Cranston* (1983), 55 N.S.R. (2d) 376; *Canadian Newspapers Co. v. Attorney-General for Canada* (1985), 49 O.R. (2d)

e

557; *Re Kendall and The Queen*; *Re McCaffery and The Queen* (1982), 2 C.C.C. (3d) 224; *R. v. Cameron* (1982), 3 C.C.C. (3d) 496; *Re Anson and The Queen* (1983), 146 D.L.R. (3d) 661; *Laurendeau c. Procureur général du Québec*, [1983] C.A. 223; *ACL Canada Inc. v. Hunter* (1983), 8 C.C.C. (3d) 190; *R. v. Crate*

f

(1983), 7 C.C.C. (3d) 127; *R. v. Ritter*, [1984] 2 W.W.R. 623; *Re Bird and Peebles and The Queen* (1984), 12 C.C.C. (3d) 523; *R. v. Petrovic* (1984), 47 O.R. (2d) 97; *R. v. Kohler* (1984), 5 O.A.C. 317; *R. v. Morgentaler* (1984), 41 C.R. (3d) 262; *Re Genaille and*

g

*The Queen* (1983), 6 C.C.C. (3d) 440; *R. and Thornton v. Century Helicopters Inc.* (1983), 51 A.R. 395; *Re Bank of Nova Scotia* (1983), 10 W.C.B. 429; *R. L. Crain Inc. v. Couture* (1983), 6 D.L.R. (4th) 478; *R. v. Erickson*, [1984] 5 W.W.R. 577; *R. v. Red Hot Video*

h

*Ltd.* (1983), 6 C.C.C. (3d) 331; *Re Service Employees' International Union, Local 204 and Broadway Manor Nursing Home* (1983), 44 O.R. (2d) 392; *Re Rahey and The Queen* (1984), 13 C.C.C. (3d) 297 (C.A.N.-É.) infirmant (1983), 9 C.C.C. (3d) 385 (C.S.N.-É.); *In re Gittens*, [1983] 1 C.F. 152; *R. v. M.* (1982), 70 C.C.C.

i

(2d) 123; *Re Koumoudouros and Municipality of Metropolitan Toronto* (1982), 67 C.C.C. (2d) 193; *Re Regina and Brooks* (1982), 1 C.C.C. (3d) 506; *Re Uba and The Queen* (1983), 5 C.C.C. (3d) 529; *Re Legal Services Society and Brahan* (1983), 5 C.C.C. (3d) 404;

j

*Re Conroy and The Queen* (1983), 5 C.C.C. (3d) 501; *Re Mitchell and The Queen* (1983), 6 C.C.C. (3d) 193; *R. v. Tso Tung Quan* (1984), 9 C.R.R. 375; *Re Regina and*



- Henry* (1984), 11 C.C.C. (3d) 404; *Re Hussey and Attorney-General for Ontario* (1984), 13 C.C.C. (3d) 81; *Re Pattyson and The Queen* (1984), 13 C.C.C. (3d) 477; *R. v. Germain* (1984), 53 A.R. 264; *R. v. Wilson* (1982), 37 A.R. 170; *R. v. Dezwirek* (1983), 4 C.C.C. (3d) 69; *R. v. Baker* (1983), 10 W.C.B. 10; *Re Regina and Thompson* (1983), 8 C.C.C. (3d) 127; *R. v. Sensenstein* (1983), 2 C.R.R. 296; *Re Lamberti and Didkowski* (1983), 26 Sask. R. 213; *Re Regina and Morrison* (1984), 47 O.R. 185; *Re Bank of Nova Scotia and The Queen* (1983), 7 C.C.C. (3d) 165; *R. v. Coleman* (1982), 9 W.C.B. 232; *R. v. Kramer* (1982), 10 W.C.B. 452; *R. v. Bank of Nova Scotia* (1982), 10 W.C.B. 451; *R. v. Vermette (No. 4)* (1982), 1 C.C.C. (3d) 477; *R. v. S. B.*, [1983] 1 W.W.R. 512; *R. v. Burns* (1982), 2 C.C.C. (3d) 283; *Re Global Communications Ltd. and Attorney-General of Canada* (1983), 5 C.C.C. (3d) 346; *Board v. Board*, [1919] A.C. 956; *Harelkin v. University of Regina*, [1979] 2 S.C.R. 561; *Re Krakowski and The Queen* (1983), 4 C.C.C. (3d) 188; *Antares Shipping Corp. v. The Ship "Capricorn"*, [1977] 2 S.C.R. 422; *Southern Pacific Co. v. M. Botner & Sons Inc.*, [1973] R.P. 97; *Canadian Javelin Ltd. (Dans l'affaire de): Plam c. Sparling*, [1979] C.S. 465; *R. v. Jewitt*, [1985] 2 S.C.R. 128; *Government of the Republic of Italy v. Piperno*, [1982] 1 S.C.R. 320; *Bolduc v. Attorney General of Quebec*, [1982] 1 S.C.R. 573; *Rourke v. The Queen*, [1978] 1 S.C.R. 1021, aff'g (1975), 25 C.C.C. (2d) 555; *Re Regina and Beason* (1983), 7 C.C.C. (3d) 20; *R. v. Heaslip* (1983), 36 C.R. (3d) 309; *Belyea v. The King*, [1932] S.C.R. 279; *R. v. Antoine* (1983), 5 C.C.C. (3d) 97; *Hunter v. Southam Inc.*, [1984] 2 S.C.R. 145; *Barker v. Wingo*, 407 U.S. 514 (1972); *Dickey v. Florida*, 398 U.S. 30 (1970); *United States v. Ewell*, 383 U.S. 116 (1966); *Duncan v. Louisiana*, 391 U.S. 145 (1968); *Klopfer v. North Carolina*, 386 U.S. 213 (1967); *R. v. Dennis, Kubin and Frank* (1984), 14 D.L.R. (4th) 205; *R. v. Perry* (1984), 14 C.C.C. (3d) 5; *Re Kott and The Queen* (1983), 7 C.C.C. (3d) 317; *United States v. MacDonald*, 456 U.S. 1 (1982); *Korponay v. Attorney General of Canada*, [1982] 1 S.C.R. 41; *Carnley v. Cochran*, 369 U.S. 506 (1962); *Eur. Court H. R., Wemhoff case*, judgment of 27 June 1968, Series A No. 7; *State v. Fasket*, 5 Rich. (39 SCL) 255 (1851); *Taylor v. United States*, 238 F.2d 259 (1956); *United States v. Provoo*, 17 F.R.D. 183 (1955 D.C.Md.), aff'd 350 U.S. 857 (1955); *United States v. Chase*, 135 F. Supp. 230 (1955); *Edwards v. Attorney-General for Canada*, [1930] A.C. 124; *Law Society of Upper Canada v. Skapinker*, [1984] 1 S.C.R. 357; *R. v. Dahlem* (1983), 25 Sask. R. 10; *R. v. H. W. Corkum Construction Co.* (1983), 57 N.S.R. (2d) 241; *R. v. Belcourt* (1982), 69 C.C.C. (2d) 286; *R. v. Boron* (1983), 36 C.R. (3d) 329; *R. v. Lefort* (1984), 12 C.C.C. (3d) 332; *Re Regina and Carter* (1983), 9 C.C.C. (3d) 173; *R. v. Young* (1984), 13 C.C.C. (3d) 1; *and Henry* (1984), 11 C.C.C. (3d) 404; *Re Hussey and Attorney-General for Ontario* (1984), 13 C.C.C. (3d) 81; *Re Pattyson and The Queen* (1984), 13 C.C.C. (3d) 477; *R. v. Germain* (1984), 53 A.R. 264; *R. v. Wilson* (1982), 37 A.R. 170; *R. v. Dezwirek* (1983), 4 C.C.C. (3d) 69; *R. v. Baker* (1983), 10 W.C.B. 10; *Re Regina and Thompson* (1983), 8 C.C.C. (3d) 127; *R. v. Sensenstein* (1983), 2 C.R.R. 296; *Re Lamberti and Didkowski* (1983), 26 Sask. R. 213; *Re Regina and Morrison* (1984), 47 O.R. 185; *Re Bank of Nova Scotia and The Queen* (1983), 7 C.C.C. (3d) 165; *R. v. Coleman* (1982), 9 W.C.B. 232; *R. v. Kramer* (1982), 10 W.C.B. 452; *R. v. Bank of Nova Scotia* (1982), 10 W.C.B. 451; *R. c. Vermette*, [1982] C.S. 1006; *R. v. S. B.*, [1983] 1 W.W.R. 512; *R. v. Burns* (1982), 2 C.C.C. (3d) 283; *Re Global Communications Ltd. and Attorney-General of Canada* (1983), 5 C.C.C. (3d) 346; *Board v. Board*, [1919] A.C. 956; *Harelkin c. Université de Regina*, [1979] 2 R.C.S. 561; *Re Krakowski and The Queen* (1983), 4 C.C.C. (3d) 188; *Antares Shipping Corp. c. Le Navire «Capricorn»*, [1977] 2 R.C.S. 422; *Southern Pacific Co. c. M. Botner & Sons Inc.*, [1973] R.P. 97; *Canadian Javelin Ltd. (Dans l'affaire de): Plam c. Sparling*, [1979] C.S. 465; *R. c. Jewitt*, [1985] 2 R.C.S. 128; *Gouvernement de la République d'Italie c. Piperno*, [1982] 1 R.C.S. 320; *Bolduc c. Procureur général du Québec*, [1982] 1 R.C.S. 573; *Rourke c. La Reine*, [1978] 1 R.C.S. 1021, confirmant (1975), 25 C.C.C. (2d) 555; *Re Regina and Beason* (1983), 7 C.C.C. (3d) 20; *R. v. Heaslip* (1983), 36 C.R. (3d) 309; *Belyea v. The King*, [1932] R.C.S. 279; *R. v. Antoine* (1983), 5 C.C.C. (3d) 97; *Hunter c. Southam Inc.*, [1984] 2 R.C.S. 145; *Barker v. Wingo*, 407 U.S. 514 (1972); *Dickey v. Florida*, 398 U.S. 30 (1970); *United States v. Ewell*, 383 U.S. 116 (1966); *Duncan v. Louisiana*, 391 U.S. 145 (1968); *Klopfer v. North Carolina*, 386 U.S. 213 (1967); *R. v. Dennis, Kubin and Frank* (1984), 14 D.L.R. (4th) 205; *R. v. Perry* (1984), 14 C.C.C. (3d) 5; *Re Kott and The Queen* (1983), 7 C.C.C. (3d) 317; *United States v. MacDonald*, 456 U.S. 1 (1982); *Korponay c. Procureur général du Canada*, [1982] 1 R.C.S. 41; *Carnley v. Cochran*, 369 U.S. 506 (1962); *Cour eur. D. H., affaire Wemhoff*, arrêté du 27 juin 1968, série A n° 7; *State v. Fasket*, 5 Rich. (39 SCL) 255 (1851); *Taylor v. United States*, 238 F.2d 259 (1956); *United States v. Provoo*, 17 F.R.D. 183 (1955 D.C.Md.), confirmé 350 U.S. 857 (1955); *United States v. Chase*, 135 F. Supp. 230 (1955); *Edwards v. Attorney-General for Canada*, [1930] A.C. 124; *Law Society of Upper Canada c. Skapinker*, [1984] 1 R.C.S. 357; *R. v. Dahlem* (1983), 25 Sask. R. 10; *R. v. H. W. Corkum Construction Co.* (1983), 57 N.S.R. (2d) 241; *R. v. Belcourt* (1982), 69 C.C.C. (2d) 286; *R. v. Boron* (1983), 36 C.R. (3d) 329; *R. v. Lefort* (1984), 12 C.C.C. (3d) 332; *Re Regina and Carter* (1983), 9 C.C.C. (3d) 173; *R. v. Young* (1984), 13 C.C.C. (3d) 1;

*Attorney General of British Columbia v. Craig Prov. J.* (1983), 36 C.R. (3d) 346; *R. v. Chabot*, [1980] 2 S.C.R. 985; *R. v. Therens*, [1985] 1 S.C.R. 613; Eur. Court H. R., *Deweer* case, judgment of 27 February 1980, Series A No. 35; *Strunk v. United States*, 412 U.S. 434 (1973).

#### Statutes and Regulations Cited

*California Penal Code* § 1382 (West 1985).  
*Canadian Charter of Rights and Freedoms*, ss. 7, 8, 11(b), (d), (e), (h), 24, 26.  
*Colorado Criminal Code*, Colo. Rev. Stat. § 18-1-405 (1973).  
*Criminal Code*, R.S.C. 1970, c. C-34 as amended, ss. 2 "court of criminal jurisdiction", "superior court of criminal jurisdiction", 363, 426, 451, 452, 453, 455.3, 457.7, 459, 465, 468, 475, 510, 516, 520(3), 529, 602, 603, 618, 619, 620, 719, 720 "summary conviction court", 732, 732.1.  
*Criminal Code*, 18 U.S.C. § 3161 (c)(1) (1982).  
*European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms*, 213 U.N.T.S. 222 (1950), art. 5(3).  
*Illinois Code of Criminal Procedure*, Ill. Ann. Stat. ch. 38, § 103-5 (Smith-Hurd 1980).  
*International Covenant on Civil and Political Rights*, G.A. Res. 2200A (XXI), 21 U.N. GAOR, Supp. (No. 16) 52, U.N. Doc. A/6316 (1966), art. 2(3), 9(3).  
*Michigan Code of Criminal Procedure*, Mich. Stat. Ann. § 28.978 (Callaghan 1985).  
*Pennsylvania Rules of Criminal Procedure*, Rule 1100(a)(2), 42 Pa. Cons. Stat. Ann. (Purdon 1985).  
*South Carolina Code of Criminal Procedure*, S.C. Code Ann. § 17-23-90 (Law Co-op. 1985).  
*Universal Declaration of Human Rights*, G.A. Res. 217 A (III), U.N. Doc. A/810, at 71 (1948), art. 8.

#### Authors Cited

Amsterdam, A. G. "Speedy Criminal Trial: Rights and Remedies," 27 *Stan. L. Rev.* 525 (1975).  
 Dicey, A. V. *The Law of the Constitution*, 10th ed., London, MacMillan & Co., 1959.  
 Ewaschuk, E. G. "The Charter: An Overview and Remedies" (1982), 26 C.R. (3d) 54.  
 Garton G. "Re Canadian Charter of Rights and Freedoms, S. 11(b): The Relevance of Pre-Charge Delay in Assessing the Right to Trial Within a Reasonable Time" (1984), 46 *Nfld. & P.E.I.R.* 177.  
 Gold, A. D. *Annual Review of Criminal Law*, Toronto, Carswells, 1982.  
 Hogg, P. W. *Canada Act 1982 Annotated*, Toronto, Carswells, 1982.  
 Levy, J. C. "The Invocation of Remedies Under the Charter of Rights and Freedoms: Some Procedural Considerations" (1983), 13 *Man. L.J.* 523.

*Attorney General of British Columbia v. Craig Prov. J.* (1983), 36 C.R. (3d) 346; *R. c. Chabot*, [1980] 2 R.C.S. 985; *R. c. Therens*, [1985] 1 R.C.S. 613; Cour eur. D. H., affaire *Deweer*, arrêt du 27 février 1980, série A n° 35; *Strunk v. United States*, 412 U.S. 434 (1973).

#### Lois et règlements cités

*California Penal Code* § 1382 (West 1985).  
*Charte canadienne des droits et libertés*, art. 7, 8, 11(b), (d), (e), (h), 24, 26.  
*Code criminel*, S.R.C. 1970, chap. C-34 et modifications, art. 2 «cour de juridiction criminelle», «cour supérieure de juridiction criminelle», 363, 426, 451, 452, 453, 455.3, 457.7, 459, 465, 468, 475, 510, 516, 520(3), 529, 602, 603, 618, 619, 620, 719, 720 «cour des poursuites sommaires», 732, 732.1.  
*Colorado Criminal Code*, Colo. Rev. Stat. § 18-1-405 (1973).  
*Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales*, 213 R.T.N.U. 223 (1950), art. 5(3).  
*Criminal Code*, 18 U.S.C. § 3161 (c)(1) (1982).  
*Déclaration universelle des droits de l'homme*, A.G. Rés. 217 A (III), Doc. A/810 N.U., à la p. 71 (1948), art. 8.  
*Illinois Code of Criminal Procedure*, Ill. Ann. Stat. chap. 38, § 103-5 (Smith-Hurd 1980).  
*Michigan Code of Criminal Procedure*, Mich. Stat. Ann. § 28.978 (Callaghan 1985).  
*Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, A.G. Rés. 2200A (XXI), 21 N.U. GAOR, Supp. (n° 16) 52, Doc. A/6316 N.U. (1966), art. 2(3), 9(3).  
*Pennsylvania Rules of Criminal Procedure*, Règle 1100(a)(2), 42 Pa. Cons. Stat. Ann. (Purdon 1985).  
*South Carolina Code of Criminal Procedure*, S.C. Code Ann. § 17-23-90 (Law Co-op. 1985).

#### Doctrine citée

Amsterdam, A. G. «Speedy Criminal Trial: Rights and Remedies», 27 *Stan. L. Rev.* 525 (1975).  
 Dicey, A. V. *The Law of the Constitution*, 10th ed., London, MacMillan & Co., 1959.  
 Ewaschuk, E. G. «The Charter: An Overview and Remedies» (1982), 26 C.R. (3d) 54.  
 Garton G. «Re Canadian Charter of Rights and Freedoms, S. 11(b): The Relevance of Pre-Charge Delay in Assessing the Right to Trial Within a Reasonable Time» (1984), 46 *Nfld. & P.E.I.R.* 177.  
 Gold, A. D. *Annual Review of Criminal Law*, Toronto, Carswells, 1982.  
 Hogg, P. W. *Canada Act 1982 Annotated*, Toronto, Carswells, 1982.  
 Levy, J. C. «The Invocation of Remedies Under the Charter of Rights and Freedoms: Some Procedural Considerations» (1983), 13 *Man. L.J.* 523.

Manning, M. *Rights, Freedoms and the Courts: A Practical Analysis of the Constitution Act, 1982*, Toronto, Emond-Montgomery Ltd., 1983.

Note. "The Lagging Right to a Speedy Trial," 51 *Va. L. Rev.* 1587 (1965).

Richards J. G. and G. J. Smith. "Applying the Charter" (1983), 4 *Advocates' Q.* 129.

Salhany, R. E. *Canadian Criminal Procedure*, 4th ed., Aurora, Canada Law Book Inc., 1984.

Uviller, H. R. "*Barker v. Wingo*: Speedy Trial Gets a Fast Shuffle," 72 *Colum. L. Rev.* 1376 (1972).

APPEAL from a judgment of the Ontario Court of Appeal (1983), 7 C.C.C. (3d) 573, 6 C.R.R. 88, 2 D.L.R. (4th) 576, 43 O.R. (2d) 631, dismissing appellant's appeal from a judgment of Osborne J. (1983), 2 C.C.C. (3d) 444, 3 C.R.R. 63, 144 D.L.R. (3d) 422, 40 O.R. (2d) 112, dismissing appellant's applications for a stay of proceedings. Appeal dismissed, Dickson C.J. and Lamer and Wilson J.J. dissenting.

*Julius Melnitzer and D. Fletcher Dawson*, for the appellant.

*David H. Doherty, Q.C.*, and *M. S. T. Wine*, for the respondent.

The reasons of Dickson C.J. and Lamer J. were delivered by

LAMER J. (*dissenting*)—One should be forewarned that the facts in this case are intricate and, to some extent, uncertain; that the proceedings are multiple and the fact that they vary from one level of court to the other further complicates matters; that these difficulties are compounded by the fact that we are addressing the insertion into the common law system of remedies and courts of a new system of rights and remedies hitherto foreign to the common law approach.

At his preliminary inquiry, the accused-appellant brought a motion to stay the proceedings, alleging abuse of process under the common law and a violation of his rights under s. 11(b) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, specifically, that he had been denied his right to be tried within a reasonable time.

Manning, M. *Rights, Freedoms and the Courts: A Practical Analysis of the Constitution Act, 1982*, Toronto, Emond-Montgomery Ltd., 1983.

Note. "The Lagging Right to a Speedy Trial," 51 *Va. L. Rev.* 1587 (1965).

<sup>a</sup> Richards J. G. and G. J. Smith. "Applying the Charter" (1983), 4 *Advocates' Q.* 129.

Salhany, R. E. *Canadian Criminal Procedure*, 4th ed., Aurora, Canada Law Book Inc., 1984.

<sup>b</sup> Uviller, H. R. "*Barker v. Wingo*: Speedy Trial Gets a Fast Shuffle," 72 *Colum. L. Rev.* 1376 (1972).

POURVOI contre un arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario (1983), 7 C.C.C. (3d) 573, 6 C.R.R. 88, 2 D.L.R. (4th) 576, 43 O.R. (2d) 631, qui a rejeté l'appel interjeté par l'appellant d'un jugement du juge Osborne (1983), 2 C.C.C. (3d) 444, 3 C.R.R. 63, 144 D.L.R. (3d) 422, 40 O.R. (2d) 112, qui avait débouté l'appellant de ses demandes de suspension des procédures. Pourvoi rejeté, le juge en chef Dickson et les juges Lamer et Wilson sont dissidents.

<sup>e</sup> *Julius Melnitzer et D. Fletcher Dawson*, pour l'appellant.

*David H. Doherty, c.r.*, et *M. S. T. Wine*, pour l'intimée.

<sup>f</sup> Version française des motifs du juge en chef Dickson et du juge Lamer rendus par

LE JUGE LAMER (*dissident*)—Il faut commencer par dire que les faits en l'espèce sont complexes et dans une certaine mesure incertains; que les procédures intentées sont multiples et que le fait qu'elles varient d'un degré de juridiction à l'autre complique encore les choses; qu'à ces difficultés s'ajoute le fait que nous examinons une insertion, dans les voies de recours et dans l'organisation judiciaire de la *common law*, d'un nouveau régime de droits et voies de recours jusqu'à maintenant étrangers à la démarche de cette dernière.

<sup>i</sup> À son enquête préliminaire, l'accusé-appellant a présenté une requête pour suspendre l'instance, alléguant abus des voies de droit en *common law* et violation de ses droits aux termes de l'al. 11b) de la *Charte canadienne des droits et libertés*, plus précisément, négation de son droit d'être jugé dans un délai raisonnable.

The appellant's motion was denied and his challenges of that decision were unsuccessful. The appellant was granted leave to appeal to this Court at large and suggests that the issues in this case are as follows:

- I Is a judge or justice presiding at a preliminary inquiry a court of competent jurisdiction for the purposes of an application under section 24(1) of the *Charter* where the application alleges a breach of section 11(b) rights?
- II Is a judge of the Supreme Court of Ontario a court of competent jurisdiction for the purposes of an originating application under section 24(1) of the *Charter* where the application alleges a breach of section 11(b) rights?
- III Assuming that a judge presiding at a preliminary hearing is a court of competent jurisdiction, is the decision of the inferior court susceptible to review either by prerogative writ or by independent application to a superior court pursuant to section 24(1) of the *Charter*?
- IV Did the Court of Appeal for Ontario err in concluding that the appellant's constitutional right to be tried within a reasonable time as guaranteed by section 11(b) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* had not been violated?

The first three issues raise basic procedural questions concerning the mechanisms for obtaining *Charter* relief, review and appeal of determinations under s. 24(1) of the *Charter*. They will, in fact, determine which of the appellant's applications are properly before this Court and whether we have jurisdiction to consider the substantive question asked of us by issue no. 4.

As I will be addressing issue no. 4 in the latter part of this opinion, a narrative of the facts and an analysis of the judgments below as they relate to the question of whether the appellant's rights have been violated will be made at that time.

#### The Facts Relevant to the Jurisdictional Issues

On March 30, 1977, an information was sworn in London, Ontario, charging the appellant with an armed robbery allegedly committed six days

La requête de l'appelant a été rejetée de même que ses contestations de cette décision. Il a obtenu une autorisation générale de se pourvoir devant cette Cour; il fait valoir que les points en litige sont les suivants:

[TRADUCTION]

- I Le juge ou le juge de paix qui préside une enquête préliminaire constitue-t-il un tribunal compétent pour les fins d'une demande fondée sur le par. 24(1) de la *Charte*, lorsque la demande allègue violation des droits prévus à l'al. 11b)?
- II Un juge de la cour suprême de l'Ontario constitue-t-il un tribunal compétent pour les fins d'une requête introductive d'instance sur le fondement du par. 24(1) de la *Charte*, lorsque la demande allègue violation des droits prévus à l'al. 11b)?
- III Prêsumant que le juge qui préside à une enquête préliminaire constitue un tribunal compétent, la décision de cette juridiction de degré inférieur peut-elle être contrôlée, soit par bref de prérogative, soit par action directe devant une cour supérieure, sur le fondement du par. 24(1) de la *Charte*?
- IV La Cour d'appel de l'Ontario a-t-elle conclu à tort que le droit constitutionnel de l'appelant d'être jugé dans un délai raisonnable garanti par l'al. 11b) de la *Charte canadienne des droits et libertés* n'avait pas été violé?

Les trois premiers points soulèvent des questions fondamentales de procédure concernant les mécanismes d'exercice d'un recours en vertu de la *Charte*, d'examen judiciaire et d'appel des décisions fondées sur le par. 24(1) de la *Charte*. Ils détermineront en fait quelles sont les demandes de l'appelant dont cette Cour est à bon droit saisie et si nous avons compétence pour entendre la question de fond que nous pose le quatrième point.

Comme je ne traiterai du quatrième point que dans la dernière partie de mes motifs, j'exposerai les faits et analyserai les jugements des tribunaux inférieurs en ce qui concerne la question d'une éventuelle violation des droits de l'appelant à ce moment-là.

#### Les faits pertinents en matière de compétence

Le 30 mars 1977, une dénonciation était faite sous serment à London (Ontario) inculquant l'appelant d'un vol à main armée prétendument commis

earlier. The appellant's first appearance in court with respect to that information was on September 25, 1981. He elected trial by judge and jury and the preliminary inquiry commenced on May 18, 1982, before His Honour Judge Baker of the Ontario Provincial Court (Criminal Division). Reasons for judgment were delivered orally on July 16, 1982, now reported at 2 C.R.R. 300. The *Charter* had come into force on April 17, 1982.

At the outset of his preliminary inquiry Mills presented a motion to Judge Baker seeking a stay of proceedings for abuse of process under the common law and for violation of his rights under s. 11(b) of the *Charter*. Section 11(b) states:

11. Any person charged with an offence has the right

(b) to be tried within a reasonable time;

11. Tout inculpé a le droit:  
d'être jugé dans un délai raisonnable;

Both grounds failed and the motion was denied.

With respect to the claim based on abuse of process, Judge Baker found that a "Provincial Judge lacked jurisdiction at the preliminary hearing stage to stay the proceedings for abuse of process" (p. 306). Notwithstanding that finding, he dealt with the common law application and found that, absent evidence "of wilful misconduct or oblique motives . . . or of any *intention* to prejudice, harass or to submit this accused to oppressive treatment" (p. 308), there could be no abuse of process and accordingly dismissed the application grounded on the common law.

Dealing with the application under the *Charter*, he found that, under s. 24 of the *Charter*, a provincial court judge presiding at a preliminary inquiry is a "court of competent jurisdiction to deal with this matter" (p. 308). Section 24 provides:

24. (1) Anyone whose rights or freedoms, as guaranteed

24. (1) Toute personne, vic-time de violation ou de néga-

six jours auparavant. La première comparution de l'appelant devant un tribunal au sujet de cette dénonciation remonte au 25 septembre 1981. Il a choisi d'être jugé par un juge et un jury et l'enquête préliminaire débuta le 18 mai 1982 devant le juge Baker de la Cour provinciale de l'Ontario (Division criminelle). Les motifs de jugement ont été prononcés à l'audience le 16 juillet 1982 et publiés à 2 C.R.R. 300. La *Charte* est entrée en vigueur le 17 avril 1982.

Au début de l'enquête préliminaire, Mills a présenté une requête devant le juge Baker pour obtenir une suspension d'instance pour abus des voies de droit en vertu de la *common law* et pour violation de ses droits aux termes de l'al. 11(b) de la *Charte*. L'alinéa 11(b) dispose:

11. Any person charged with an offence has the right

(b) to be tried within a reasonable time;

11. Tout inculpé a le droit:  
d'être jugé dans un délai raisonnable;

Il fut débouté sur les deux moyens et la requête a été rejetée.

Sur la conclusion d'abus des voies de droit, le juge Baker a jugé qu'un [TRADUCTION] «juge de cour provinciale ne détenait pas la compétence, au stade de l'enquête préliminaire, pour mettre fin à l'instance en raison d'un abus des voies de droit» (p. 306). Malgré cette décision, il s'est prononcé sur le moyen fondé sur la *common law* jugeant qu'en l'absence de preuve [TRADUCTION] «de comportement répréhensible voulu ou d'arrière-pensées . . . ou de quelque *intention* de causer un préjudice, de harceler ou d'infliger à l'inculpé un traitement oppressif» (p. 308), il ne pouvait y avoir abus des voies de droit et en conséquence, il a rejeté le moyen fondé sur la *common law*.

Quant au moyen fondé sur la *Charte*, il a jugé qu'en vertu de son art. 24 un juge de cour provinciale présidant une enquête préliminaire était un [TRADUCTION] "tribunal compétent pour entendre cette affaire" (p. 308). L'article 24 porte:

24. (1) Anyone whose rights or freedoms, as guaranteed

24. (1) Toute personne, vic-time de violation ou de néga-

by this Charter, have been infringed or denied may apply to a court of competent jurisdiction to obtain such remedy as the court considers appropriate and just in the circumstances.

(2) Where, in proceedings under subsection (1), a court concludes that evidence was obtained in a manner that infringed or denied any rights or freedoms guaranteed by this Charter, the evidence shall be excluded if it is established that, having regard to all the circumstances, the admission of it in the proceedings would bring the administration of justice into disrepute.

The application was then dismissed, the only ground stated being that s. 24 had only a prospective effect.

The appellant moved to challenge that ruling in the Ontario Supreme Court, invoking both its original and supervisory jurisdictions. The appellant's motions in that Court failed (1983), 3 C.R.R. 63, 2 C.C.C. (3d) 444, 144 D.L.R. (3d) 422, 40 O.R. (2d) 112, as did his appeal in the Ontario Court of Appeal (1983), 6 C.R.R. 88, 7 C.C.C. (3d) 573, 2 D.L.R. (4th) 576, 43 O.R. (2d) 631.

From a scrutiny of the proceedings and of the judgments below, my understanding of the events that took place subsequent to Judge Baker's decision is as follows:

Mills applied to the Supreme Court of Ontario's motions court in two capacities:

- 1—As a Superior Court of general jurisdiction with an application for a remedy under the *Charter* in a case being processed in a lower court;
- 2—As a Superior Court in its supervisory capacity over decisions of inferior courts through the prerogative writs (*certiorari* and prohibition), alleging that Judge Baker had committed a jurisdictional error by:

tion des droits ou libertés qui lui sont garantis par la présente charte, peut s'adresser à un tribunal compétent pour obtenir la réparation que le tribunal estime convenable et juste eu égard aux circonstances.

(2) Lorsque, dans une instance visée au paragraphe (1), le tribunal a conclu que des éléments de preuve ont été obtenus dans des conditions qui portent atteinte aux droits ou libertés garantis par la présente charte, ces éléments de preuve sont écartés s'il est établi, eu égard aux circonstances, que leur utilisation est susceptible de déconsidérer l'administration de la justice.

by this Charter, have been infringed or denied may apply to a court of competent jurisdiction to obtain such remedy as the court considers appropriate and just in the circumstances.

(2) Where, in proceedings under subsection (1), a court concludes that evidence was obtained in a manner that infringed or denied any rights or freedoms guaranteed by this Charter, the evidence shall be excluded if it is established that, having regard to all the circumstances, the admission of it in the proceedings would bring the administration of justice into disrepute.

Le moyen fut alors rejeté; le seul motif donné fut que l'art. 24 n'avait effet que pour l'avenir.

L'appelant a contesté par requête cette décision en Cour suprême de l'Ontario invoquant sa plénitude de juridiction et sa compétence de surveillance. L'appelant fut débouté devant ce tribunal (1983), 3 C.R.R. 63, 2 C.C.C. (3d) 444, 144 D.L.R. (3d) 422, 40 O.R. (2d) 112, comme il le fut de son appel en Cour d'appel de l'Ontario (1983), 6 C.R.R. 88, 7 C.C.C. (3d) 573, 2 D.L.R. (4th) 576, 43 O.R. (2d) 631.

De l'examen des procédures intentées devant les juridictions inférieures et des jugements rendus par elles, je conclus que les événements ultérieurs à la décision du juge Baker sont les suivants:

Mills s'est adressé à la cour des requêtes de la Cour suprême de l'Ontario à deux titres:

- 1—en tant que cour supérieure de compétence générale, par une demande de réparation fondée sur la *Charte* dans une espèce dont était saisie une juridiction de degré inférieur;
- 2—en tant que cour supérieure, au titre de sa compétence de contrôle des décisions des juridictions de degré inférieur par la voie des brefs de prérogative (*certiorari* et prohibition), alléguant que le juge Baker avait commis une erreur de compétence: